

Monsieur le Maire dresse l'historique de la situation et rappelle que depuis que la Commune de LUDRES a donné son accord à l'Inspection Académique sur la réservation du terrain pour un Collège 600 en Octobre 1971, après avoir bénéficié à cette date d'un accord de programmation d'un C.E.S. sur LUDRES, de multiples démarches ont été entreprises.

Parmi les nombreuses prises de position de l'Assemblée Municipale, il rappelle le contenu des délibérations des 9 Avril 1974, 26 Mars 1979, 7 Février 1980, 22 Avril 1980 et du 13 Février 1981, dernière en date, qui demandait au District de l'Agglomération Nancéienne d'engager la procédure de retrait de la Commune de LUDRES du Syndicat Intercommunal Scolaire de NEUVES-MAISONS et l'intégration de LUDRES dans le Syndicat Intercommunal Scolaire de NANCY.

Il précise que le District de l'Agglomération Nancéienne, par une délibération en date du 27 Février 1981 a décidé de réaliser ces démarches.

Il rappelle que suite à diverses réunions de concertation entre le District Urbain, le Syndicat Intercommunal Scolaire de NEUVES-MAISONS et la Commune de LUDRES, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal Scolaire de NEUVES-MAISONS, par une délibération en date du 13 Mai 1981 a décidé de donner son accord pour le retrait de la Commune de LUDRES.

Après avoir fait le point sur l'état d'avancement des démarches administratives, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée d'une copie d'un courrier adressé par Monsieur le Recteur au Président du District Urbain dans lequel il est précisé que "dans le cas vraisemblable où le principe de la construction d'un collège à LUDRES serait retenu, il resterait à préciser l'année de sa programmation qui dépendra des crédits mis à la disposition de la Région Lorraine au cours des prochaines années".

Il donne ensuite lecture de la lettre de réponse envoyée par la Commune de LUDRES à Monsieur le Recteur, qui insistait sur l'urgence qu'il y a à réaliser ce Collège 600 à LUDRES en 1982, compte-tenu d'une part des prévisions du bilan social de 1979 qui seront vérifiées par les faits : plus de 422 enfants de LUDRES en 1982 scolarisables en C.E.S. et d'autre part, du préjudice subi par les élèves de LUDRES du fait de leur dispersion dans les différents collèges de l'Agglomération Nancéienne.

Ce courrier a appelé une réponse de Monsieur le Recteur, en date du 2 Juin 1981, dans laquelle il nous assure que "le problème sera examiné avec un soin tout particulier lors des travaux de révision de la carte scolaire de base..... et qu'il n'est pas possible de fixer, dans l'immédiat, la date de programmation de cette construction pour le cas où elle serait retenue".

Compte-tenu de l'état actuel d'avancement du dossier,

Vu, l'urgente nécessité qu'il y a à construire ce collège en 1982,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré,

- confirme les multiples décisions prises antérieurement eu égard à l'urgente nécessité de doter les élèves de LUDRES d'un C.E.S. 600,
- redemande à ce que la programmation ait lieu dans les meilleurs délais afin que la construction puisse être terminée pour la rentrée scolaire de septembre 1982,
- sollicite une audience auprès de Monsieur le Recteur d'Académie, dès que possible, et en tout état de cause avant le début des vacances scolaires d'été.